

**COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE**

*Commission siégeant sections réunies  
Séance du 12 octobre 1995*

---

**Présents:**

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

**Section française:**

monsieur JACOBS, vice-président  
messieurs BERTOUILLE, MOORAT et LURQUIN,  
membres effectifs

**Section néerlandaise:**

monsieur CROISIAU, vice-président  
messieurs VAN EECKAUTE et DECLERCK,  
membres effectifs  
madame CLAES, membre suppléant

**Secrétaires:**

monsieur BUSINE, directeur d'administration  
monsieur VAN SANTEN, directeur  
d'administration - adjoint bilingue

---

27.039B/I/P  
CV/KB

Par lettre du 8 mars 1995, le Ministre de la Justice a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet de deux projets d'arrêté royal :

- l'un déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie (I.N.C.C.) qui constituent un même degré de la hiérarchie.
- l'autre portant fixation des cadres linguistiques de l'I.N.C.C.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ces projets en ses séances des 16 mars et 12 octobre 1995 et a émis à l'unanimité, l'avis suivant.

## 1) Degrés de la hiérarchie

L'I.N.C.C. est un établissement scientifique de l'Etat.

Le personnel des établissements scientifiques de l'Etat comporte d'une part le personnel scientifique et d'autre part le personnel administratif et technique, les gens de métier et de service.

Le Ministre propose de déterminer les divers grades constituant un même degré de la hiérarchie de la façon suivante.

### Personnel scientifique :

1er degré : les grades de :  
chef de l'établissement  
chef de département

4ème degré : les grades de :  
chef de travaux agrégé  
chef de travaux  
premier assistant  
assistant  
attaché.

### Personnel non scientifique

3ème degré : les grades de :  
informaticien  
ingénieur industriel principal

4ème degré : le grade de :  
ingénieur industriel

7ème degré : les grades de :  
premier ouvrier qualifié  
ouvrier qualifié

8ème degré : les grades de :  
technicien de la recherche  
technicien adjoint de la recherche  
garçon de laboratoire

Les organisations syndicales reconnues à l'I.N.C.C. ont été consultées sur le projet d'arrêté soumis conformément à l'article 54, 2ème alinéa des LLC.

La répartition des grades du personnel scientifique et du personnel non scientifique dans les degrés 1, 3, 4, 7 et 8 s'est faite conformément à l'arrêté royal n° I du 14 septembre 1994.

Le principe consistant à répartir les grades repris au cadre organique du personnel dans un même groupe de grade, ainsi que les grades de la carrière plane et de la carrière scientifique, sous le grade le moins élevé dudit groupe ou de

ladite carrière est prévu à l'article 2 du projet qui est conforme à l'article 2 de l'arrêté royal n° I du 14 septembre 1994.

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur le classement hiérarchique des grades tel qu'il est présenté.

Toutefois si la fixation réglementaire du classement hiérarchique des grades devait s'écarter du projet joint à la demande d'avis, les degrés de la hiérarchie devraient à nouveau être soumis à la C.P.C.L.

Quant à la forme, la C.P.C.L. souhaite que dans le renvoi à son avis, en préambule de l'arrêté à intervenir, il soit fait mention de la date et du numéro de l'avis.

## 2) Cadres linguistiques

Un nouveau cadre organique a été établi par l'I.N.C.C. Ce cadre organique, encore à l'état de projet, a obtenu l'accord des ministres du Budget et de la Fonction publique le 6 janvier 1995.

Les organisations syndicales reconnues à l'I.N.C.C. ont été consultées sur le projet d'arrêté soumis conformément à l'article 54, 2ème al. des L.L.C.

Le Ministre propose la répartition linguistique suivante des 62 emplois prévus au cadre organique.

Degré de la hiérarchie	Cadre N.	Cadre F.
1	2	2
2	-	-
3	2	1
4	13	13
5	-	-
6	-	-
7	2	3
8	12	12

### - emplois de 1er degré :

Le C.P.C.L. émet un avis favorable au sujet de la proposition faite qui est conforme à l'article 43, § 3 des LLC.

Etant donné qu'il n'y a que 4 emplois de direction, un cadre bilingue ne doit pas être créé.

- emplois des degrés 3 à 8 :

Des renseignements complémentaires ont été communiqués par lettre du 31 août 1995 en réponse aux questions posées par la C.P.C.L.

L'I.N.C.C. a pour missions essentielles (complétées par arrêté royal du 17 octobre 1991) des tâches de service public et de recherche dans le domaine de la criminalistique

- 1° analyser, à la requête des autorités judiciaires compétentes et par le concours de diverses disciplines et de techniques scientifiques, les indices matériels relevés ou recueillis au cours de la constatation des infractions et des investigations auxquelles elles donnent lieu et par l'organe des membres de son personnel scientifique, faire rapport à titre d'expert des observations faites et de leur interprétation dans le but d'identifier les auteurs de ces infractions ;
- 2° effectuer toutes recherches destinées à la mise au point et à l'application de nouvelles méthodes scientifiques dans le domaine de la criminalistique ;
- 3° procéder à l'inventaire permanent de tout ce qui peut intéresser la criminalistique et en assurer la diffusion des données aux instances judiciaires belges ou aux centres criminalistiques étrangers ;
- 4° assurer les tâches de formation plus spécialement dans le domaine de la criminalistique.

Le Ministre propose une répartition équilibrée pour les degrés 3 à 8.

Le Ministre donne les informations suivantes en ce qui concerne les différents services qui composent l'I.N.C.C. :

- 1) la Direction : les problèmes traités par ses services sont de nature générale : budget, gestion du personnel, bibliothèque, cellule informatique, service technique.
- 2) les deux départements de criminalistiques : ils comprennent quatre sections (drogues et toxicologie, incendies et explosions, biologie, balistique) disposant de laboratoires pour exécuter les expertises demandées par les parquets. Il s'agit de tâches essentiellement scientifiques.

Pour le travail au sein de ces deux départements le critère linguistique n'intervient pas :

- les parquets francophones et néerlandophones désignent les experts au sein de l'I.N.C.C. en fonction de leur compétence pour effectuer les demandes d'expertise (1 seul spécialiste par type d'expertise). Les rapports d'expertises sont rédigés dans la langue du magistrat requérant par l'expert choisi quel que soit son rôle linguistique;

- quant au personnel technique, son travail en laboratoire est manuel et la seule langue utilisée est l'anglais (manuels d'emploi des instruments, modes opératoires des techniques utilisées);
- le personnel au sein de l'I.N.C.C. est bilingue de fait il travaille dans les deux langues.

A Bruxelles, les dossiers transmis par les magistrats sont classés dans la catégorie "bilingue" car un même magistrat peut transmettre tantôt un dossier en français, tantôt un dossier en néerlandais selon des règles qui lui sont propres. Selon une estimation faite par l'I.N.C.C., environ 50% des échantillons transmis appartiennent à un dossier francophone, 50% à un dossier néerlandophone.

Certains tribunaux "se spécialisent" dans certains types d'analyses : Anvers et Zaventem pour les analyses de drogues à cause du port et de l'aéroport international, Charleroi pour les analyses génétiques (taux élevé de crimes) et Bruxelles pour les enquêtes de viols.

Du fait de la spécificité du travail en laboratoire le nombre de dossiers traités dans chaque langue ne peut être simplement comptabilisé pour connaître le volume de travail effectué en néerlandais et en français : il y a lieu de tenir compte du type de dossier et du temps qui y est consacré.

Selon l'I.N.C.C., le temps absolu consacré par dossier est à 10% près le même pour le traitement des dossiers néerlandophones et francophones, l'arrondissement judiciaire de Bruxelles restant le plus gros demandeur d'expertises.

L'I.N.C.C. fait remarquer que ses activités sont très fluctuantes. La situation évolue tous les six mois selon l'importance et les lieux de la criminalité.

- 3) Le département de criminologie créé en 1994 : il intervient comme appui scientifique du service de politique criminelle du Ministère de la Justice. Il n'est pas encore opérationnel. Ses tâches seront d'études et de recherches criminologiques, statistiques ou juridiques en rapport avec la politique criminelle.
- 4) L'Ecole de criminologie et de criminalistique : elle est en pleine restructuration. Son intégration à l'I.N.C.C. a été réalisée par l'arrêté royal du 9 novembre 1992. Mais elle ne fait pas partie du cadre du personnel ni du cadre linguistique de l'I.N.C.C. Le directeur et le personnel sont mis à la disposition de l'école par la police judiciaire. Des professeurs venant de l'extérieur sont désignés pour un terme de 3 ans pour donner des cours de formation dans le domaine de la criminologie.

Conclusion :

Il résulte des informations transmises que

- deux directions effectuent des tâches générales intéressant de façon égale les deux communautés linguistiques;
- la part des affaires localisées et localisables traités par les 2 départements de criminalistique, n'est pas susceptible actuellement d'influencer la répartition des emplois selon l'importance des régions.

En conséquence, la C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition 50/50 proposée par le Ministre (c.à.d. 29 F - 29 N) Elle attire son attention sur le fait que lors de la prochaine présentation du nouveau dossier de cadres linguistiques les proportions proposées à ce moment-là devront être respectées à tous les degrés de la hiérarchie (ce qui n'est pas le cas actuellement aux 3e et 7e degrés).

Le présent avis est envoyé au Ministre de la Justice qui conformément à l'article 61 § 3 al. 2 des L.L.C. est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 12 octobre 1995.

Les secrétaires

Le Président,

J.M. BUSINE      TH. VAN SANTEN      A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.